



## CONSEIL DE PRESSE

(Organe créé par la loi du 20 décembre 1979 relative à la reconnaissance et à la protection du titre professionnel de journaliste et régi par la loi du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias modifiée le 11 avril 2010)

### M é m o i r e à l'attention de la Chambre des députés en matière d'atteinte à la liberté de la presse

(remis le 10 mai 2013 à Monsieur le président Laurent Mosar)

\* \* \* \* \*

En ignorant quant au fond les craintes émises par le Conseil de Presse dans un avis motivé du 13 décembre 2011, la Chambre des députés a adopté dans sa séance du 15 mai 2012 le projet de loi numéro 6127 portant modification de la loi du 21 décembre 2007 relatif à la transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en oeuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services.

D'une façon générale, le Conseil de Presse émet ses doutes quant à la façon de l'approbation de la loi en question par la Chambre des députés. En effet, la commission parlementaire concernée a approuvé au cours de la matinée du 15 mai 2012 son avis en mentionnant simplement les préoccupations formulées dans son avis fondé par le Conseil de Presse, après quoi le vote en séance plénière eut lieu l'après-midi de la même journée.

Tout en soulignant qu'il est foncièrement contre toutes les formes de discrimination et qu'il adhère sans réserve aucune au principe général de l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes, le Conseil de Presse tient néanmoins à rappeler une nouvelle fois que cette législation portant la date du 19 juin 2012 contient plus ou moins clairement la possibilité et le risque d'une poursuite éventuelle de journalistes par certains éléments plutôt extrémistes à cause de la publication de reportages sur des événements prétendus discriminatoires et non-conformes aux principes de l'égalité des chances.

Au niveau gouvernemental et parlementaire, les représentants du Conseil de Presse ont expliqué à maintes reprises oralement et par écrit leurs craintes quant à la possible atteinte à la liberté de la presse notamment au cas d'une application à la lettre de certaines dispositions de la nouvelle législation. Dans ce contexte, il importe de rappeler que lors de l'élaboration de la directive en question les auteurs européens ont constaté un désaccord total entre parties et acteurs concernés. La renonciation à des prescriptions au niveau européen a été motivée par l'argumentation tout à fait pertinente que la réglementation des médias est à considérer comme interférence avec la liberté fondamentale et la pluralité de la presse, et qu'en surplus la matière est déjà légiférée par d'autres dispositions européennes et nationales.

*Siège:*

Maison de la Presse  
24, rue du Marché-aux-Herbes  
L-1728 Luxembourg

*Adresse postale:*

Boîte postale 1584  
L-1015 Luxembourg

*Téléphone:* (00352) 22 23 11

*Téléfax:* (00352) 22 23 40

*E-mail:* secretariat@press.lu

*Website:* <http://www.press.lu>

*Compte bancaire:*

CCPLLULL

IBAN LU23 1111 0737 9474 0000

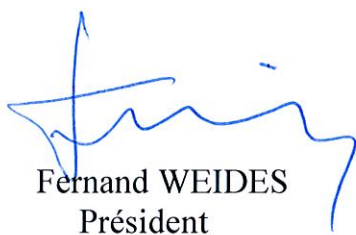


Le Conseil de Presse, dont les membres représentent par moitié les éditeurs et par moitié les journalistes professionnels, partage entièrement cette appréciation. La loi du 11 avril 2010 portant modification de la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias est explicitement fondée sur la Convention de la sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950 et approuvée par la loi du 29 août 1953. En se référant aux dispositions de cette loi, le Conseil de Presse reste d'avis que la réglementation du contenu des médias constitue une atteinte à leurs libertés. Par ailleurs, c'était à bon droit que le législateur n'a pas inclus les médias dans le champ d'application de la loi initiale du 21 décembre 2007. Dans la pratique, le principe de la liberté à l'information peut, en effet, amener les médias à relater des faits ou des actes qui s'avèrent être discriminatoires en vertu de la nouvelle loi. Dans ce cas les médias risquent d'être considérés comme coauteur de cette discrimination et d'encourir le cas échéant les sanctions pénales prévues par ladite loi.

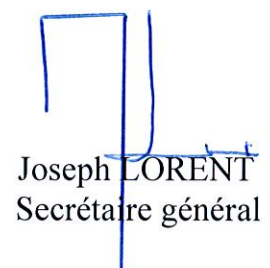
En exécution de la loi du 11 avril 2010 sur la liberté d'expression dans les médias, le Conseil de Presse, tout en exerçant sa mission d'autorégulation et d'information lui conférée par le législateur, a élaboré un Code de déontologie pour les journalistes au Luxembourg. Sous le chapitre relatif aux droits et devoirs de la presse en général, ce Code, publié par ailleurs ensemble avec la loi précitée au Mémorial, dit que « la presse s'engage à éviter et à s'opposer à toute discrimination pour les raisons de sexe, de race, de nationalité, de langue, de religion, d'idéologie, d'éthnie, de culture, de classe ou de convictions, tout en assurant le respect des droits fondamentaux de la personne humaine ».

Estimant par conséquent qu'au Grand-Duché de Luxembourg toutes les garanties quant au principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes sont données du point de vue journalistique et qu'il est dangereux voire même néfaste pour tout système démocratique d'entraver directement ou indirectement au très sensible principe fondamental de la liberté de la presse, le Conseil de Presse ne voit pas du tout ni l'opportunité ni la nécessité d'inclure le domaine relatif au contenu des médias dans la loi contestée du 19 juin 2012.

Pour dénoncer l'interférence avec la liberté fondamentale et la pluralité de la presse, rendue possible par la loi susindiquée, et demander dans le sens de l'argumentation développée dans le présent mémoire l'élimination des dispositions contestées de la loi du 19 juin 2012, le Conseil de Presse a décidé de lancer au niveau national une campagne de sensibilisation. La remise du présent mémoire au président de la Chambre des députés constitue la première étape de cette action qui comprendra également des interventions internationales auprès de la Commission européenne, du Parlement européen, du Conseil de l'Europe, de la Cour européenne des droits de l'Homme ainsi que des associations européennes et internationales d'éditeurs et de journalistes.



Fernand WEIDES  
Président



Joseph LORENT  
Secrétaire général